



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

**Marché classifié T.S
SANS détention d'ISC**

Affaire suivie techniquement par :

Mme Marie-Hélène GRIMAUD

SG/DFP/DFDCT/SFD/

Téléphone : 01.69.08.19.33

marie-helene.grimaud@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Maylis DES COURTIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.63.96

maylis.descourtis@cea.fr

MARCHE D'ASSISTANCE FISCALE

Référence projet de marché n°B25-00734-MDC

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	4
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTIONS N°3 ET 4)	6
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 9 - QUALITE	8
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES	8
ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	9
ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS	10
ARTICLE 13 - REUNIONS	10
ARTICLE 14 - RECEPTION	11
ARTICLE 15 - MONTANT.....	11
ARTICLE 16 - REVISION	12
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	13
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT	13
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 20 - PENALITES.....	14
ARTICLE 21 - CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET	14
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	17

**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la mission d'assistance des équipes du CEA en matière fiscale.

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction Financières et des Programmes (DFP), Direction déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la Trésorerie (DFDCT), Service Fiscal et Douanier (SFD) du CEA.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de son annexe, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-00734-MDC, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DFDCT/SFD du 31/01/2025,
 - le Plan Contractuel de Sécurité (PCS)
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
du (à compléter par le soumissionnaire).

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations sont forfaitaires et se décomposent en une tranche ferme et une tranche optionnelle définies comme suit.

3.1 Tranche ferme

La tranche ferme porte sur l'exécution de prestations forfaitaires, pour une période de vingt-quatre (24) mois, comprenant :

- l'assistance annuelle en matière fiscale, portant sur tous types d'impôts,
- l'assistance dans la gestion des demandes de renseignement, des contrôles fiscaux et des contentieux,
- la veille juridique, le conseil et les relations avec les Services Centraux de l'administration.

Les prestations sont détaillées et seront réalisées selon les modalités définies dans le cahier des charges précité.

3.2 Tranche optionnelle

- Option n°1 : renouvellement des prestations pour une durée d'un an à compter de la fin de la tranche ferme,
- Option n°2 : renouvellement des prestations pour une durée d'un an à compter de la fin de l'option n°1,
- Option n°3 : réversibilité entrante,
- Option n°4 : réversibilité sortante.

Les options 1 et 2 pourront être levées par le CEA au plus tard deux mois avant la date de début de l'option concernée.

L'option 3 pourra être levée par le CEA à la signature du marché et sera réputée intégrée à la tranche ferme.

L'option 4 pourra être levée par le CEA au plus tard un mois avant la date de début de la période de réversibilité.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Le Titulaire assure l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO₂ et à optimiser les déplacements professionnels pendant l'exécution du Marché subséquent ;
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources ;
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement ;
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

Les mesures environnementales définies au démarrage du marché et dans l'offre du Titulaire feront l'objet d'un suivi régulier au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTIONS N°3 ET 4)

7.1 Réversibilité entrante (option n°3)

7.1.1 *Durée de la réversibilité entrante*

Pendant une durée d'1 mois (du 01/12/2025 au 31/12/2025), le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

7.1.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité entrante*

La période de réversibilité entrante permet au Titulaire d'acquérir les « connaissances » transférées par le CEA et le prestataire sortant.

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire a une obligation de moyens. Il s'engage à suivre le programme de transition et de formation validé par le CEA et le prestataire sortant. La responsabilité des prestations incombe au prestataire sortant qui a une obligation de résultat.

Compte tenu de la co-activité due à la présence simultanée de plusieurs entreprises, un plan de prévention spécifique sera établi par le CEA pour la durée de la réversibilité entrante.

7.2 Réversibilité sortante (option n°4)

7.2.1 *Durée de la réversibilité sortante*

Au cours du dernier mois d'exécution du marché fixé à l'article « Durée » ci-après, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

7.2.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante*

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 30 jours calendaires avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

A l'issue de la période de réversibilité sortante :

- l'ensemble de la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA devra avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf),
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

8.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

8.2 Changement d'intervenant(s) décidé par le Titulaire

En cas de changement de l'interlocuteur référent, le CEA devra accepter formellement ce nouvel interlocuteur, qui devra avoir été informé par le Titulaire de l'état annuel du suivi de la prestation.

Le Titulaire s'engage à assurer le transfert d'information nécessaire. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalente par le CEA.

En pareil cas, le Titulaire assurera une présentation de tout nouvel intervenant au CEA

8.3 Horaires

8.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

8.3.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

8.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 9 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES

10.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques précitées.

10.2 Validation et support des livrables

Les livrables seront remis sous format électronique, pour validation, dans les délais prévus à l'article 11.1 *infra*. Le Titulaire prévoit, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces documents en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai moyen de 5 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables. Ce délai de réponse sera ajusté en fonction du degré d'urgence du dossier concerné.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 2 jours ouvrés.

Ces rectifications devront, le cas échéant, également être validées par le CEA. Il est demandé au Titulaire de s'adapter au degré d'urgence du dossier et prendre toutes les dispositions nécessaires pour raccourcir ses délais de réponse.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format électronique dans une version modifiable et non modifiable.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

10.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

10.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

11.1 Délais d'exécution

T0 étant la date associée à chaque saisine du CEA, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- En cas de question « standard » : T0 + **5 jours** ouvrés
- En cas de question complexe associant plusieurs compétences : T0 + **15 jours** ouvrés
- En cas d'urgence, au maximum : T0 + **2 jours** ouvrés

En cas de contentieux, le Titulaire s'adaptera aux délais imposés par la procédure et transmettra les éventuels livrables au CEA dans un délai permettant à ce dernier de disposer *a minima* de deux jours ouvrés pour les valider.

11.2 Durée

11.2.1 *Tranche ferme*

La durée de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2026.

11.2.2 *Option*

En cas de levée de l'option n°1, la durée du marché pourra être prolongée d'une année supplémentaire à compter de la fin de la tranche ferme.

En cas de levée de l'option n°2, la durée du marché pourra être prolongée d'une année supplémentaire à compter de la fin de l'option n°1.

11.2.3 *Réversibilité entrante (option 3)*

En cas de levée de l'option 3, cette période est fixée pour une durée d'1 mois (du 01/12/2025 au 31/12/2025).

**11.2.4 Réversibilité sortante (option 4)**

La levée de l'option 3 relative à la réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute durant 1 mois à la fin de la tranche ferme ou des années de prolongation en cas d'affermissement des options 1 et 2.

ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable	Mme Marie-Hélène GRIMAUD	01.69.08.63.96	marie-helene.grimaud@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Le responsable technique du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

ARTICLE 13 - REUNIONS**13.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

13.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

13.3 Réunions de suivi

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront à une fréquence trimestrielle et se dérouleront en présence du responsable technique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des prestations,
- suivi des aspects qualité, sécurité et environnement.

**13.4 Réunions spécifiques**

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

13.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 14 - RECEPTION

Les prestations du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée trimestriellement après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 15 - MONTANT**15.1 Montant total du marché**

Le montant total des prestations, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de€ HT (..... EUROS HORS TAXES), en cas de levée de la totalité des options par le CEA.

Ce montant se décompose comme suit :

15.2 Tranche ferme

Le montant des prestations de la tranche ferme du présent marché est fixé à la somme forfaitaire de€ HT (..... EUROS HORS TAXES), soit un montant forfaitaire trimestriel de€ HT (..... EUROS HORS TAXES).

15.3 Tranche optionnelle

Le montant des prestations de la tranche optionnelle du présent marché est fixé à la somme forfaitaire de€ HT (..... EUROS HORS TAXES), réparti comme suit :

- Montant forfaitaire pour la 3^{ème} année d'exécution (option n°1) : ... € HT, soit un montant forfaitaire trimestriel de€ HT
- Montant forfaitaire pour la 4^{ème} année d'exécution (option n°2) : ... € HT, soit un montant forfaitaire trimestriel de€ HT
- Au titre de l'option n°3 (réversibilité entrante) : € HT
- Au titre de l'option n°4 (réversibilité sortante)* : € HT

**en cas de levée de l'option 4, celle-ci pourra être réalisée la dernière année de la tranche ferme (année 2), durant la 3^{ème} année (option 1) ou durant la 4^{ème} année (option 2).*

- 15.4** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des

documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

15.5 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 16 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien, publiée au Moniteur pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

$ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

**ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION****17.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant.

17.1.1 Tranche ferme et option de prolongation (options n°1 et n°2)

Le montant des prestations forfaitaires de la tranche ferme et des options de prolongation 1 et 2 (en cas de levée) du présent marché sera facturé trimestriellement à terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait trimestriel et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes.

17.1.2 Option 3 - réversibilité sortante

La réversibilité sortante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

17.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

17.3 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.**17.4 Régime fiscal**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 20 - PENALITES**20.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme et options affermies).

20.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Ecartés liés à la qualité	500 € HT par écart

ARTICLE 21 - CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET

1. Le Marché est un marché classifié de niveau Très Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 (IM 2300) relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.
4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « Diffusion Restreinte » et ne peuvent être divulgués à des personnes n'ayant pas le besoin d'en connaître dans l'exercice de leur fonction. Dès lors, ils ne peuvent être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.
7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.



Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
- Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.



4. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.